

## Pour le maintien des emplois et de la construction d'automobiles à Renault-Flins

### Appel

La production d'automobiles est programmée pour s'arrêter à Flins avec l'arrêt de la production de la voiture électrique Zoé. Aucune production nouvelle n'est prévue pour la remplacer. Les 300 emplois de l'atelier montage vont être supprimés si rien n'est fait. Au-delà, c'est tout l'avenir de l'usine, de ses 2 200 emplois actuels, des entreprises sous-traitantes, des commerces et des services publics dans nos villes qui est menacé. Au total, une telle décision entraînerait un désert économique et industriel avec la suppression de près de 10 000 emplois dans une région allant de Mantes aux Mureaux. Déjà la vente des terrains de l'usine (297 hectares) est envisagée. Le gouvernement Macron ne se préoccupe que du profit des entreprises et la direction de Renault a augmenté ses bénéfices qui atteignent 2,1 milliards au premier semestre 2023. Nous pensons et nous voulons agir pour :

► **Que tous les emplois soient préservés**, dans un premier temps, dans la perspective d'un développement.



La fermeture de l'usine Renault Flins entraînerait la disparition de 10 000 emplois sur la région mantaise et ses environs.

► **Que l'activité soit maintenue** par le lancement à Flins d'un nouveau modèle, comme la Twingo électrique.

► **Que l'Etat, premier actionnaire et subventionneur (allègements des cotisations patronales notamment), intervienne pour maintenir l'emploi** chez Renault et donc chez les sous-traitants ainsi que tous les emplois liés.

Les premiers signataires : Jean-Patrick ABELSOHN, Victoria BAVAGE, Jamal

BELHAF, Stéphane BERNARD, Christian CANOVILLE, Jean-Paul CARCELES, Gérard DAVID, Souad EL GARRAB, Alain FLORIN, Françoise GEGOT, Bernard GERIN, Albino GOMIS, Armelle HERVE, Marc HUBE, Marc JAMMET, Nabil KACI, Jack LEFEBVRE...

Avec le soutien des trois sections de Limay, Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville du Parti communiste français, du comité de Mantes du Parti des Travailleurs.

### Editorial

## Pain, Paix, Liberté... le moment du choix

Une chaîne de production qui cesse, une classe qui ferme, un service des urgences qui ne fonctionne pas en été, une université qui ne loge plus ses étudiants.... sont autant de choix contraires aux intérêts de la populations. Pourtant leurs attentes sont simples. Ici, les uns veulent continuer de travailler, les autres avoir un toit pour étudier; là, les uns veulent être soignés, sauvés quand les autres se demandent dans quelles conditions leurs enfants seront enseignés. Il ne s'agit ni d'abus ni de mauvaises habitudes. On ne peut pas parler d'excès non plus ni de fraude. Aujourd'hui les choix faits par notre gouvernement pourtant n'entendent pas répondre à ces attentes élémentaires, vitales. A l'inverse, nos dirigeants s'intéressent à une toute autre population. En choisissant d'aider à l'armement de l'Ukraine d'abord puis d'Israël, en faisant mine de condamner la guerre, ils font la preuve de tout leur mépris pour les travailleurs, hommes et femmes, jeunes et retraités, vaillant ou handicapés. Nos ministres, les uns après les autres font des propositions qui enfoncent les travailleurs de ce pays pour répondre aux attentes des plus fortunés, de ceux qui ont toujours besoin de dégager de la marge, du profit, du bénéfice, pour répondre à leurs investisseurs et actionnaires. Pareillement, sous la coupe de l'Europe, ils s'alignent face aux diktats des lobbys guerriers. L'argent des armes et du sang, c'est toujours de l'argent. Les travailleurs de ce pays ont des besoins simples à satisfaire... qui les amènent à choisir la vie! Ces besoins sont immédiats. Et le gouvernement doit bien entendre cela : que les milliards aillent à ceux qui les produisent! La liste que conduira Camille Adoue aux européennes ne réclame rien d'autre : **paix, pain et liberté!** ■

## Santé

# Pour la réouverture de l'unité de soins palliatifs de l'hôpital de Houdan

**D**epuis 25 ans, l'USP (unité de soins palliatifs) de l'hôpital de Houdan accompagnait non seulement les malades incurables pour leur permettre de vivre le mieux possible le temps qui leur était compté, mais aussi leurs proches. Elle accueillait 250 patients par an à l'ouest des Yvelines, dans l'Eure et dans l'Eure et Loir. C'était la seule USP du secteur public dans le département.

Le comité 78 du Parti des travailleurs soutient la pétition des personnels de l'USP qui exigent :

« La réouverture au plus vite de l'unité de soins palliatifs et la continuité de son activité »

« Le maintien des effectifs actuels de l'équipe soignante pour garder la compétence en soins palliatifs »

Le contexte départemental de cette fermeture est connu. A l'hôpital de Meulan-Les Mureaux (CHIMM) les services de nuit ont fermé 2 mois l'été dernier et la maternité plusieurs semaines cette 3 semaines plus deux semaines cet hiver. Mais le personnel a arraché, par la grève, la création de deux postes

Le contexte national est connu : la politique de numérisation mise en œuvre depuis des décennies par tous les gouvernements successifs a tari les recrutements de médecins. Et à coups d'exonérations de cotisations sociales, le budget de la Sécurité Sociale est étranglé.

Et le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, vient d'annoncer 10 milliards de coupes supplémentaires



Le comité 78 du Parti des travailleurs soutient la pétition des personnels de l'USP qui exigent la réouverture de l'unité de soins palliatifs et la continuité de son activité.

dans le budget de l'État pour 2024 (deux mois après son adoption). 10 milliards pour rembourser la dette et ainsi obtenir une bonne note auprès des agences de notation financière Fitch, Moody's et Standard & Poor's qui doivent rendre leur verdict en avril et mai.

Quant aux patrons, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Patrick Martin, le président du Medef avait prévenu: « Remettre en cause les aides aux entreprises, c'est une ligne rouge » (Les Échos, 23 février). Et il a été entendu par le gouvernement qui s'est engagé à ne pas remettre en cause ces aides.

Mais pour la guerre, l'argent coule à flot. La loi de programmation militaire a cru de 40%, atteignant 413 milliards. Le gouvernement vient d'y ajouter une rallonge de 3 milliards pour la guerre en Ukraine.

**Travailleurs, jeunes, militants de toutes tendances**

**Unissons-nous contre Macron, Attal et leur politique !**

**Il faut réquisitionner les milliards de la guerre**

## Témoignage

**« Il faut mettre l'argent dans les priorités, d'abord dans les services publics. »**

**O**lga-Alexandra, signataire de l'appel pour la réouverture de l'Unité de Soins Palliatifs de Houdan témoigne :

« Mon beau-frère a un cancer du pancréas, il était hospitalisé ici dans l'USP de Houdan. Il y était pris en charge, lui est sa famille qui habite dans le secteur.

Mais à la suite du non-remplacement du médecin et donc de la fermeture du service, il a été transféré à près de 50 km de là, à Versailles. Cela casse le lien avec la famille : je n'ai pas de voiture.

Quant au service public de transport, je l'utilise pour travailler à Paris, à 63 km d'ici. Cela m'amène à prendre le train et à faire

des journées de 7h00 à 20h00. Mais l'annulation de trains, annoncée à la dernière heure, me pourrit la vie et celle de mes enfants. Et que dire des factures de gaz et d'électricité. Je suis obligée de me restreindre sur l'alimentation pour joindre les deux bouts. Et il faudrait supporter une guerre en plus ?

M Hanouna, sur la chaîne de M Bolloré, profite de la misère du monde comme faire-valoir de sa personne. C'est indécent. Il faut remettre le pays sur ses pieds, et ce n'est pas Macron qui le fera. Sa loi immigration, c'est une difficulté de plus pour les gens issus de l'immigration. Oui il faut mettre l'argent dans les priorités, d'abord dans les services publics. »

Les militants lui proposent de publier son témoignage dans la Tribune et d'envoyer un délégué des signataires de Houdan à la rencontre pour l'Unité.

# Sartrouville

## Tous unis contre les fermetures de classes à Néruda et Michel-Etienne Turgot

**P**arents, enseignants, leurs élus, leurs organisations syndicales tous unis pour le rétablissement de 2 classes dans les écoles Néruda (élé) et Turgot Michel Etienne (élé) situées en REP (Réseau Education Prioritaire) avec plus de 350 signatures sur les pétitions de chaque école. Classes à 27, 28 29 à partir du CE2, des CP à 15, 16 au lieu des 12 maximum par classe, chiffres fixés par le ministère !

A cela s'ajoute le non remplacement fréquents des enseignants absents, ce qui a pour incidence des classes

encore plus chargées et comme conséquence, on constate que cela pénalise l'apprentissage des élèves notamment ceux en plus grande difficulté alors que c'est là qu'il faut le plus de suivis ! Autre mobilisation

**L'argent qui coule à flot pour la guerre doit être affecté à l'Education Nationale, aux hôpitaux, à la santé, aux salaires**

dans l'unité avec un pétition signée par des centaines de parents et d'enseignants dans les 3

écoles Joliot Curie (élé) 1 et 2 et maternelle pour le retour en «Education Prioritaire», décision acté dans un décret ministériel du 28 décembre 2023 ! Ces 3 écoles ont pourtant le même IS (Indice Social) que la plupart des autres écoles en «Education Prioritaire» ! Cette situation est la conséquence des milliers de postes supprimés par le budget décidé par ce gouvernement! L'argent qui coule à flot pour la guerre doit être affecté à l'Education Nationale, aux hôpitaux, à la santé, aux salaires !

## En bref ...

### Limay

*Mobilisation au Lycée Condorcet contre la suppression d'un demi-poste de CPE*

■ La mobilisation dure depuis deux semaines au Lycée Condorcet de Limay contre la suppression d'un demi-poste de CPE. Un enseignant nous raconte « il y a eu une assemblée



générale massive avec les deux syndicats du lycée SNFOLC et le SGEN-CFDT. La FCPE nous a lâché, mais nous sommes soutenus par l'autre association de parent d'élèves. Vendredi 22 mars, c'était lycée mort aucun élève n'est venu au lycée. Nous avons fait grève. nous demandons un poste de CPE. Nous n'avons rien obtenu pour l'instant. On se bat. On continue.»

### Peugeot Poissy

*Nouvelle grille de classification dans la métallurgie à la sauce Stellantis...*

■ Témoignage d'un ouvrier de Peugeot Poissy.

« La nouvelle convention collective de la métallurgie s'applique à la sauce Stellantis. C'est pas terrible. Même les cadres s'en plaignent. C'est un déclassement. La description du poste ne correspond plus au travail que tu fais. Je connais un technicien qui est redescendu au coefficient de simple cariste, d'opérateur. Le salaire ne change pas mais cela fait un coup dur pour ta fierté.

Mais si un jeune est embauché sur le même poste, lui il touchera un salaire plus bas. C'est pour cela que Stellantis fait cela. Et puis la prime d'ancienneté est proportionnelle au coefficient. La CGC et FO ont signé au niveau national cette nouvelle convention, mais pas la CGT.

### SARTROUVILLE

## Les parents de l'école Turgot protestent contre la suppression d'une classe

Trop, c'est trop pour les parents d'élèves de l'école Michel-Etienne Turgot. Une trentaine d'entre eux étaient regroupés devant l'établissement scolaire jeudi 28 mars. Après un premier retour de la direction académique, ils ont appris qu'une classe allait être supprimée à la rentrée 2024. Ce serait la 3<sup>e</sup> en 3 ans pour cette école !

### Classes surchargées

L'école Michel-Etienne Turgot passerait alors à 12 classes, contre 15 il y a donc 3 ans. « Ça suffit, s'alarment les parents d'élèves. Il y aurait des classes à 27, 28, 29 élèves à partir du CE2, dans un établissement pourtant classé en REP (Réseau éducation prioritaire). Ça ferait une moyenne à plus de 27 élèves par classe contre 22 cette année (hors CP et CE1 dédoublés).»

Ils mettent également en avant le non-respect des textes ministériels concernant le doublement des classes de CP et CE1. « Cela remettrait en cause le CP et CE1 à 12 élèves



Une trentaine de parents d'élèves se sont rassemblés devant l'école Michel-Etienne Turgot, jeudi 28 mars. Maxime PIMONT

### Une pétition lancée

Une pétition, format papier et en ligne, a déjà recueilli plus de 360 signatures

D'autant plus que l'école accueille un grand nombre d'élèves en situation de handicap, dont une classe Ulis. « Si ces élèves sont intégrés dans des classes surchargées, comment les ac-

De son côté, la direction académique présenterait une baisse

affirme Michel Imbert. C'est un redéploiement comme ils appellent ça. Ils prennent à un endroit pour mettre à un autre. C'est une opération blanche qui aboutit à

3/4/24  
«Le Courrier des Yvelines»  
au-dessus de la norme. Le non-remplacement enseignants absents est regretté par les parents d'élèves. « On répète à chat la même chose. Les seront surchargées, pénaliser l'apprentissage des élèves, notamment plus grande difficulté que c'est là où il faut de suivi.»

### 150 appartements livrés dans le quartier en 2025

Le collectif alerte sur l'événement. Dans le quartier de 100 mètres de l'école rue Zacharie, une résidence de 150 appartements va être livrés au 1<sup>er</sup> semestre 2025. Les enfants de ces familles à l'école?», questionne le collectif.

L'inspectrice académique de la circonscription de Sartrouville recevra les parents d'élèves et les syndicats ce 3 avril

*l'article paru dans la « Courrier des Yvelines »*

# Dans les Yvelines

**PARTI DES TRAVAILLEURS**

contact@parti-des-travailleurs.fr

Flashez ce QR Code pour accéder au site du Parti des travailleurs



**A** l'université de Saint-Quentin en Yvelines, 51 étudiants ont signé l'appel contre la guerre et la militarisation de la jeunesse.

Un étudiant a commenté notre mot d'ordre « Ni poutine, Ni Biden, troupes russe hors d'Ukraine, troupes de l'OTAN hors d'Europe » en disant: « au fond, ce que vous dites, c'est que le responsable d'une guerre ce n'est pas seulement celui qui l'a déclenché, c'est aussi celui qui l'a rendu inéluctable ? »

Une étudiante qui prépare le concours de médecine, nous dit: « on entend dire que le numérus clausus, c'est fini, ce n'est pas vrai. Comme la faculté et les CHU n'ont pas assez de personnels et de locaux pour encadrer les étudiants, ils restreignent les entrées, il n'y aura qu'un étudiant sur trois de pris ».

Un autre « on entre dans l'armée lorsqu'on n'a pas réussi ses études. « Maintenant on cherche une date en commun et une salle pour pouvoir se réunir.

Au Lycée de Mantes-la-Jolie : 41 signatures. Quand on évoque les propos de Macron sur l'intervention de soldats en Ukraine, c'est la colère ; une lycéenne « Macron il dit n'importe quoi » et une autre « je suis anti-Macron ». Accord pour se réunir, même pendant les vacances qui commencent le lendemain.

De nos Correspondants

## Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre !

*Non, Monsieur Macron, vous ne nous entraînez pas dans votre sale guerre !*

Macron menace d'envoyer des troupes en Ukraine. Il livre des armes à Israël qui poursuit son génocide contre le peuple palestinien. Son gouvernement met en place dans tous les secteurs l'économie de guerre. La guerre à l'extérieur, c'est la guerre à l'intérieur contre les travailleurs, les chômeurs, les jeunes.

- Pas un sou, pas une arme, pas un homme pour la guerre en Ukraine !
- Arrêt des livraisons d'armes à Israël !
- Réquisition des milliards détournés pour financer les guerres !
- Affectation de ces sommes aux besoins de la population (augmentation générale des salaires et des pensions, des milliards pour les hôpitaux et les écoles, blocage des prix...)

Nom, prénom	Coordonnées	Signature	Soutien financier	Je m'inscris au meeting du 2 juin

### TOUTES ET TOUS AU MEETING INTERNATIONAL CONTRE LA GUERRE DIMANCHE 2 JUIN • ESPACE CHARENTON • PARIS

327, rue de Charenton, Paris 12<sup>e</sup> • Métro Porte-de-Charenton  
Organisé par la liste « Pour le pain, la paix et la liberté ! », présentée par le Parti des travailleurs aux élections européennes du 9 juin 2024

Imprimé par nos soins - Soutien financier : chèque à l'ordre de l'AFPPL

**PARTI DES TRAVAILLEURS**

**JE SOUHAITE ADHÉRER**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Email : .....

Bulletin à renvoyer à : Parti des travailleurs BP27 - 93101 Montreuil Cedex